

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIGERIENNE GRANULATS

La Ballastière
BP 367
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : -
Code AIOT : 0010004211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2025 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS implanté Les Galisettes - Le Coignon 36500 Saint-Genou. L'inspection a été annoncée le 17/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS
- Les Galisettes - Le Coignon 36500 Saint-Genou
- Code AIOT : 0010004211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sables et graviers autorisée jusqu'en 2032 pour un tonnage maximum de 177 111 tonnes/an (moyen 125 000 tonnes/an), autorisée par:

- AP n° 99-E-2363 du 26/08/99
- APC n°2009-06-0121 du 11/06/09
- APC n°2011-025-0004 du 25/01/11
- APC n°2016-11-29-023 du 29/11/16
- APC du 06/12/19

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.4.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour administrative	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 2.2	Sans objet
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3.1.5	Sans objet
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 2.5	Sans objet
5	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 2.2	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.3	Sans objet
7	Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Section VI. Article 59	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS	Sans objet
10	Déchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2	Sans objet
11	Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Sans objet
12	Incendie/explosion	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 16	Sans objet
13	Incendie/explosion	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, modification installation
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par l'exploitant aux installations [...] doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Pas d'écart constaté. L'exploitant envisage de déposer: <ul style="list-style-type: none">- une demande de cessation d'activité partielle du plan d'eau pour usage PV flottant pour 04/2025- un DAENV extension+renouvellement pour 05/2025 avec mise à jour des documents d'urbanisme, le dossier contiendra: défrichement/ zone agricole +zone boisée etude préalable agricole en cours (CEDEPENAF avis à venir),- un PAC pour mettre à jour son plan de phasage (prévision fin extraction 2027)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection cours eau
Prescription contrôlée : <div><p>Protection le long de l'Indre Elles seront disposées selon le plan joint en annexe.</p><p>* <u>Secteur n° 1</u> face à la ferme du «Coignon» Une protection massive par enrochements sera érigée sur 100 ml de part et d'autre selon la blocométrie suivante</p><ul style="list-style-type: none">. poids mini : 20 kg (Q 25 cm),. poids nominal : 40 kg (S 30 cm),. poids maximum : 300 kg (60 cm).<p>* <u>secteur n° 2</u> Ce secteur sera réglé sur une largeur de bande de 10 m selon les côtes indiqués sur le plan joint en annexe, de manière à supprimer toutes les petites chenalisations des écoulements dues à l'aspect naturellement bosselé du terrain.</p></div>

terrain.

Une végétalisation dense de cette bande par des espèces herbacées et arbustives enracinantes, du type genets à balais par exemple, devra être réalisée.

* autres secteurs

Ceux-ci devront être végétalisés comme le secteur 2.

La végétalisation rivulaire et les bois bordiers actuels entre le lit mineur et la gravière devront être conservée et renforcée comme indiqués ci-dessus.

Constats :

Cet écart fait suite à la visite d'inspection du 03/02/2022, la blocométrie n'était pas correcte en 2022, et cela est toujours le cas.

La protection mise en place le long de l'Indre ne respecte pas les dispositions de l'article 3.4.4.2: sur le secteur 1 les aménagements ont été réalisés mais les spécifications de la blocométrie ne sont pas respectée (diamètre + poids), sur le secteur 2 aucun aménagement et aucune végétalisation n'ont été réalisées, sur les autres secteurs aucune végétalisation n'a été faite.

Selon les déclarations de l'exploitant:

- la blocométrie avait été mise en place sur le secteur 1 avec une protection massive par enrochements sur 100 ml puis retirée en 2023 car instable.
- les blocs sont difficiles à fabriquer
- les berges sont en terre et les sols meubles ce qui ne permet pas à la végétation de pousser et donc de stabiliser les abords
- l'accès difficile à la zone et les conditions météorologiques défavorables (pluviométrie importante) n'ont pas permis en 2024 de faire les aménagements.

L'exploitant prévoit la végétalisation des abords pour l'hiver 2025, l'extraction de la phase 2 a débuté en 2024 et va permettre de fabriquer les blocs conformément aux prescriptions.

Écart constaté: Absence des protections exigées le long de l'Indre

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3.1.5

Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste au près du préfet dans les cas suivants: - tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indic publiée TP01 - [...]
Constats : Pas d'écart constaté. L'acte de cautionnement a été transmis le 05/11/2024, il couvre la période 06/12/2024 au 05/12/2019. Le calcul des garanties financières a été mis à jour dans l'APC de 2019 pour la phase 2 et recalculé avec les surfaces S1, S2 et S3 mesurées en 2023 et pas celles mesurées en décembre 2024, la somme cautionnée couvre plus, cependant l'exploitant devra mettre à jour son phase et recalculer les garanties financières associées en transmettant un porter à connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment:[...]. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 31 mars à l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté. Le plan orienté complet réalisé le 12/12/2024 a été transmis à l'inspection des installations classées le 13/03/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage annuel extrait
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est fixée à 177 111 tonnes/an
Constats : Pas d'écart constaté.

La quantité extraite est de 144 560 tonnes pour 2024 (177 111 tonnes autorisées).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Extraction en eau
Prescription contrôlée : L'extraction aura lieu en profondeur maximale de 5.40 m par rapport au niveau naturel des terrains. L'extraction se fera hors eau sur 1.30 m à 1.90 m et en eau sur environ 3.50m.
Constats : Pas d'écart constaté. Le carreau de la carrière alluvionnaire a pour côte minimale 97,19 m NGF dans l' eau (2a) et 101,63 hors eau (2b), soit 4.44 m de profondeur (<5.40m).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Section VI. Article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.
Constats : Pas d'écart constaté. Depuis novembre 2023, l'exploitant a installé et suit mensuellement le niveau des eaux souterraines dans 4 piézomètres: 1 amont + 3 aval, le suivi est exigé dans l'arrêté préfectoral de 2009 sur seulement les 2 puits voisins de la carrière. L'inspection des installations classées devra fixer une côte minimale pour l'extraction par rapport au niveau de l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Prescription contrôlée :

<p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. L'exploitant n'est pas soumis à l'obligation de tenue d'un registre RNDTS car il n'accepte aucun déchet inerte extérieur pour le remblayage de la carrière et n'évacue pas ses déchets inertes vers l'extérieur. Il dispose d'un compte TRACKDECHETS pour ses déchets dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 BIS</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PGDE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et terres non-polluées résultant du fonctionnement de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Le Plan de gestion des déchets (PGDE) de Saint Genou transmis par l'exploitant date de mars 2022, il sera à renouveler dans 5 ans (2027).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TRACKDECHETS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. L'exploitant dispose bien d'un registre TRACKDECHETS. L'inspection des installations classées a procédé à une vérification par échantillonnage:</p> <p>BSD-20250314-EAHWV5959: 2025-03-14/ BSDD Annexe 1 25S101T00571 avec autorisation de</p>

rupture de traçabilité/ Huiles Noires/ 13 02 05*/ 0,45 Tonnes BSD-20250304-NS2ZYAKZ6: 2025-03-04/ BSDD Annexe 1 S101-E0399762 avec autorisation de rupture de traçabilité/ EMBALLAGES SOUILLES/15 01 10*/ 0,05 Tonnes BSD-20250304-Y90QS8C8D: 2025-03-04/ FILTRES A HUILE ET A CARBURANT/16 01 07*/0,15 Tonnes BSD-20250304-55998NZY1:2025-03-04/ BSDD Annexe 1 S101-E0399764 avec autorisation de rupture de traçabilité/ MATERIELS SOUILLES/ 15 02 02*/ 0,068 Tonnes
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi retombées de poussières
Prescription contrôlée : « L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. « Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. « Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. « Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. « Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.
Constats : Pas d'écart constaté. L'exploitant a transmis le 14/03/2024, le suivi des retombées de poussières dans l'environnement conformément à l'Arrêté de prescriptions générales du 26/11/12 pour les installations de traitement réalisé du 28/02/2024 au 28/03/2024 sur 5 points: point a1 (témoin), point c1, point c2, point c3 et point c4. Les mesures ont été réalisées conformément à la norme NF X43-014 (2017).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Incendie/explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. L'exploitant dispose d'une cuve GNR double paroi situé dans un local aéré, équipée un pistolet de distribution. Le local est fermé à clef, des extincteurs sont situés à proximité et des consignes de sécurité sont affichées. La cuve de GNR est branchée à la terre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Incendie/explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur: [...] les installations électriques. Les rapports de contrôle seront tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Le document Q18 du 21/05/2024 établi par prestataire DEKRA mentionne un risque incendie/explosion, 3 non-conformités levées le 10/07/2024. L'exploitant a fait réaliser une vérification le 20/03/2025 qui lève ce risque suite à la correction des écarts par l'exploitant. Le document Q18 attestant que l'installation vérifiée ne présente aucun risque d'incendie ou d'explosion. Le rapport de vérification périodique, mis à jour, ne mentionne aucune remarque (cf. p 6).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>